

# Un taux de chômage de 10,2% en 2016 pour une croissance de 1,3%

L'économie nationale croîtrait de 1,3% cette année, sous l'effet d'une récolte agricole en deçà de 40 millions de quintaux, mais aussi de modestes résultats des activités non agricoles, selon le Haut Commissariat au Plan. L'emploi, déjà à la peine, devrait accuser le coup. Le chômage atteindrait 10,2% après 9,6% en 2015.

L'année 2016 n'inspire pas l'optimisme sur le plan économique. Bien qu'elle vienne tout juste de commencer, elle envoie déjà des signaux qui laissent présager un ralentissement de la croissance économique et qui sont captés par les prévisionnistes. Le haut commissaire au Plan, Ahmed Lahlimi Alami, a donné le ton mercredi dernier, lors d'une conférence de presse sur l'évolution de l'économie nationale en 2015 et ses perspectives pour 2016, en se montrant en effet peu optimiste. En témoigne sa prévision de croissance pour 2016 qui ne dépasserait pas 1,3%, soit nettement moins que les 4,4% qu'aurait enregistrés le pays l'année dernière.

L'inquiétude du haut commissaire au Plan ne provient pas seulement du net retard des pluies et de son impact sur la valeur ajoutée agricole, mais également des activités non agricoles dont la croissance s'annonce modérée. «Les résultats modestes des activités non agricoles ne permettant pas de compenser la baisse accentuée de l'activité primaire», note le HCP. Ainsi, sous l'effet d'un déficit pluviométrique de près de 61% jusqu'au mois de décembre 2015, la production céréalière devrait s'établir en deçà de 40 millions de quintaux, selon le budget économique prévisionnel 2016 du HCP. Cependant, nuance-t-il, la valeur ajoutée agricole devrait bénéficier de la contribution des différentes cultures irriguées et des re-

tombées positives de la campagne précédente. Avec l'hypothèse de la consolidation des activités de la pêche, la valeur ajoutée du secteur primaire connaîtrait une baisse de l'ordre de 10,2% en volume et sa part dans le PIB serait, ainsi, de 11,4% en 2016 au lieu de 12,7% en 2015, est-il noté. Les activités non agricoles, elles, verraient leur valeur ajoutée s'améliorer de 2,2% en 2016 au lieu de 1,7% en 2015. Cette amélioration n'est toutefois pas suffisante pour rassurer sur les perspectives de ces activités. «Le phénomène structurel qui devrait nous interpeller aujourd'hui réside, plutôt, dans la faible croissance du secteur non agricole. D'un taux de 4,7% par an, entre 2004 et 2012, son rythme d'évolution est passé à 2% entre 2013 et 2015», constate Ahmed Lahlimi.

En tout cas, pour 2016, le secteur secondaire devrait connaître une progression de sa croissance, passant de 1,4% en 2015 à 2,1% en 2016, sous l'effet du réajustement mécanique de la croissance des activités minières et de la reprise progressive du secteur du BTP et des industries de transformation, selon le HCP. Le secteur tertiaire, quant à lui, progresserait de 2,2% au lieu de 1,9% en 2015. L'une des importantes conséquences de ce ralentissement de l'économie est l'accroissement du chômage, dont le taux devrait passer à 10,2% en 2016 au lieu de 9,6% en 2015, selon les prévisions du HCP. ■

Lahcen Oudoud

L'une des importantes conséquences de ce ralentissement de l'économie est l'accroissement du chômage, dont le taux devrait passer à 10,2% en 2016 au lieu de 9,6% en 2015, selon la prévision du HCP.



En plus du retard des pluies, l'inquiétude du haut-commissaire au Plan est aussi alimentée par la faible croissance du secteur non agricole. Ph. Saouri

## La demande extérieure ralentirait cette année

Quoiqu'en ralentissement, la demande finale intérieure devrait continuer de soutenir la croissance économique, selon le HCP. Par contre, la demande extérieure nette dégagerait une contribution négative à la croissance après deux années d'évolution positive, relève l'institution. Ainsi, la demande intérieure s'accroîtrait de 1,7% en 2016 au lieu de 2,2% en 2015, maintenant sa contribution à la croissance du PIB à 2,4 points. Une amélioration liée à la progression de la consommation finale nationale de 2,5% en 2016 et dont la contribution à la croissance du PIB serait de 1,9 point. Elle est tirée par la consommation des ménages qui progresserait de 2,9% en volume, et dont la contribution à la croissance du PIB se situerait à 1,7 point au lieu

de 2 points en 2015. La consommation des administrations publiques se contenterait, quant à elle, d'une croissance de 1%, limitant sa contribution aux environs de 0,2 point à la croissance. En ce qui concerne les échanges extérieurs, les exportations de biens et services en volume, ralentiraient à 2,7% en 2016, au lieu de 6,3% et 3,1% respectivement en 2014 et 2015. Toutefois, les importations afficheraient une hausse de 4,6% au lieu d'une baisse de 2% en 2015, malgré le ralentissement de la demande intérieure. De ce fait, la demande extérieure nette devrait connaître une contribution négative à la croissance de l'ordre d'un point en 2016, après des contributions positives de 1,2 et 2 points respectivement en 2014 et 2015.